

Service de la Protection Animale, Végétale et Environnementale  
61 avenue de Grammont BP 12023  
Cedex 01  
37020 Tours

Tours, le 22/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Muséum d'Histoire Naturelle**

3 Rue du Président Merville  
37000 TOURS

Références : 2024PPC0010013287YD  
Code AIOT : 0010013287

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement Muséum d'Histoire Naturelle, implanté 3 Rue du Président Merville 37000 TOURS. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle est réalisé pendant un période de réaménagement du site, pour mieux mettre en valeur les animaux et leurs conditions de vie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Muséum d'Histoire Naturelle
- 3 Rue du Président Merville 37000 TOURS
- Code AIOT : 0010013287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Muséum de la ville de TOURS, dont un étage est réservé à la présentation au public d'animaux vivants

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
2	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet
3	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Sans objet
4	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Sans objet
5	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Sans objet
6	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Sans objet
7	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Sans objet
8	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Sans objet
9	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 26	Sans objet
10	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44	Sans objet
11	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52	Sans objet
12	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57	Sans objet
13	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58	Sans objet
14	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59	Sans objet
15	De l'information du public sur la biodiversité.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60	Sans objet
16	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64	Sans objet
17	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65	Sans objet
18	Règlement intérieur	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.	Sans objet
19	Règlement de service	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.	Sans objet
20	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouvel aménagement est sécurisé et met en valeur les animaux dans une présentation au plus proche de leur biotope.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté.  Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées.  Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements.  Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> 1 capacitaire responsable du site (animaux dangereux) 1 soigneur en chef + 1 soigneur (entretien des animaux) 3 étudiants biologistes sous contrat (nourrissage de base)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.  Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.  Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
<b>Constats :</b> Capacitaire responsable du site. Soigneurs capacitaires à terme pour soulager l'actuel capacitaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : De l'organisation générale des établissements.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règlement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.  L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
<b>Constats :</b> Règlement intérieur et Règlement de service présents. Règlement de service en cours de réécriture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.  Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.  Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.  Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.
<b>Constats :</b> Présence permanente d'un SIAPP. Plan de secours car ERP. Commission de sécurité tous les 5 ans. Registre de sécurité présent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux animaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.  Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive.  Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
<b>Constats :</b> Aucun accès aux animaux par la partie publique. Tous les accès réservés (entretien, nourrissage, soins) sont inaccessibles au public. Ouverture par carte magnétique, clé ou code. Rappel des dangers et des procédures dans les zones d'entretien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiche Incident/Accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.
<b>Constats :</b> Registre à disposition et appel de la DDPP si problèmes éventuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Des conduites d'élevage des animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
<b>Constats :</b> Procédures écrites, présentent au DUERP. Seul le capacitaire intervient sur les espèces dangereuses (y compris le nourrissage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Des conduites d'élevage des animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques. En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.
<b>Constats :</b> Tout matériel de contention adapté présent dans chacune des zones d'entretien des animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Des conduites d'élevage des animaux.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Venins
<b>Prescription contrôlée :</b> La détention de reptiles pouvant provoquer des envenimations humaines ne peut être autorisée que si les établissements mettent en place une procédure d'évacuation des personnes qui les auraient subies, garantissant leur prise en charge médicale dans les meilleures conditions. Les sérums antivenimeux adaptés au traitement des envenimations doivent se trouver en quantité suffisante à la disposition des médecins en charge des blessés dans des délais compatibles avec la qualité de cette prise en charge médicale. Le stockage de ces sérums, leur délivrance et leur utilisation répondent aux dispositions réglementaires existant en la matière.
<b>Constats :</b> Le muséum fournit la banque de sérum antivenimeux (BSA). Un protocole est établi avec l'hôpital TROUSSEAU. Conformément à la réglementation, les sérums sont disponibles au centre anti-poison d'ANGERS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements disposent de moyens de contention adaptés.  Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène.  Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.  Les établissements disposent du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet.
<b>Constats :</b> Matériel spécifique dans chaque espace d'entretien, maintenu propre et accessible aux interventions à tout moment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.  L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.
<b>Constats :</b> Registre présent. Protocole envenimation testé. 1 agent SIAPP présent aux heures d'ouverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.  Les moyens mis en œuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
<b>Constats :</b> Mission principale du Muséum
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :  <ul style="list-style-type: none"><li>- nom scientifique ;</li><li>- nom vernaculaire ;</li><li>- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;</li><li>- répartition géographique ;</li><li>- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ;</li></ul> ainsi que, le cas échéant :  <ul style="list-style-type: none"><li>- statut de protection de l'espèce ;</li><li>- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;</li><li>- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.</li></ul> Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.
<b>Constats :</b> Fiches signalétiques complètes en cours de réécriture avant ouverture au public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements fournissent au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.  L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.  Le présent article ne s'applique pas aux établissements ouverts au public dont l'activité principale consiste en la production d'animaux d'espèces non domestiques, notamment à des fins alimentaires.
<b>Constats :</b> Terrariums représentant le milieu de vie (végétaux, minéraux, présentation) des animaux
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 15 : De l'information du public sur la biodiversité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Informations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.  Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.
<b>Constats :</b> Capacitaire formateur universitaire, membre de la CDNPS
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évasions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme , pour les exploitations agricoles dont le statut sanitaire pourrait être menacé, ainsi que pour la santé des personnes.  Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.
<b>Constats :</b> Accès par badge, en fonction du niveau de responsabilité. Fermeture des portes pour accéder aux animaux, bacs de manutention translucides pour les animaux dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : De la prévention des risques écologiques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.  Toutefois, des dérogations à ces dispositions peuvent être données par le préfet notamment si les milieux aquatiques n'hébergent que des animaux d'espèces indigènes prélevés régulièrement dans la zone où sont rejetées les eaux et en l'absence de risques sanitaires.
<b>Constats :</b> Eaux filtrées avant rejet. Pas d'aquarium.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Règlement intérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règlement intérieur
<b>Prescription contrôlée :</b> Le règlement intérieur fixe notamment :  - les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;  - la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;  - les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public.  Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent.  Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).
<b>Constats :</b> Pas de nourrissage par le public. Règlement et plan d'évacuation affichés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Règlement de service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règlement de service
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe :  - les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;  - les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;  - les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;  - les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;  - les règles propres à assurer le bien-être des animaux.  Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.
<b>Constats :</b> Règlement de service présent, en cours de réécriture. DUERP recensant les risques et règles à respecter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Plan de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii.  Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié : <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;</li><li>- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;</li><li>- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;</li><li>- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.</li></ul> Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.
<b>Constats :</b> Plan de secours présent et testé par exercices.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite